

L'e-ID, une décision en faveur de notre avenir numérique

L'essentiel en bref:

- Le 28 septembre prochain, les Suissesses et les Suisses se prononceront sur l'e-ID
- L'e-ID réduit la bureaucratie et améliore l'efficacité de nombreux processus
- Elle renforce ainsi la compétitivité de la place économique suisse

Le 28 septembre, la Suisse vote sur la nouvelle loi sur l'e-ID. Le Conseil fédéral dit oui, le Conseil national et le Conseil des États également, et selon les derniers sondages, la population dit majoritairement oui tout comme tous les grands partis, à l'exception de l'UDC.

Aux yeux des milieux économiques, la situation actuelle est claire: cette identité numérique étatique et sûre est urgente. Elle allègera les charges des entreprises, créera de nouvelles opportunités d'innovation, réduira la bureaucratie et posera, enfin, les fondements d'une administration efficace.

L'e-ID libère du temps pour l'essentiel

Les entreprises doivent aujourd'hui fréquemment vérifier l'identité de leurs clients – lors de la création d'un compte, pour des achats en ligne avec vérification de l'âge, comme la vente de vin. Cette identification est généralement fastidieuse: les pièces d'identité sont copiées, scannées, photographiées, téléchargées, à moins que la vérification soit effectuée manuellement. Cela prend du temps et occasionne donc un coût.

L'e-ID permet de réduire massivement cette charge. Les citoyens pourront utiliser leur pièce d'identité numérique certifiée par l'État de manière rapide et fiable pour solliciter des services auprès d'entreprises et d'autorités. Une fintech pourra accueillir de nouveaux clients en quelques minutes au lieu de plusieurs jours. Un commerçant en ligne s'assurera qu'un client est majeur sans avoir besoin de collecter des données non pertinentes pour la transaction, comme son nom ou sa date de naissance.

L'e-ID éliminera des ruptures de média et réduira les temps de traitement. Ce nouvel instrument libérera des ressources que les entreprises pourront consacrer à l'essentiel: l'innovation et la proximité avec les clients.

Disons oui, pour l'attractivité de la place économique suisse

D'autres pays connaissent déjà l'identité numérique. Si la Suisse laisse passer cette opportunité, elle risque de perdre du terrain par rapport à la concurrence internationale. Avec une e-ID étatique, au contraire, elle mise sur la qualité suisse, une infrastructure indépendante et des normes maximales en matière de protection des données. Cet aspect de la sécurité est gage de confiance et plaide en faveur d'un oui clair dans les urnes.

Le référendum sur l'e-ID revêt une importance stratégique pour notre avenir. Un non impliquerait un statu quo. Un oui, en revanche, dote l'économie suisse d'un outil décisif pour réduire la bureaucratie, soutenir l'innovation et rester une place économique attractive.

Aussi le message est-il clair: il faut un oui ferme, le 28 septembre, pour l'économie et l'avenir de la Suisse.